

Dialogue
Works

Déclaration de Kigali

Notre monde, notre voix



Avec le soutien de



Federal Ministry
for Economic Cooperation
and Development

Terre des Hommes
International Federation

kinder
not
hilfe





Notre monde, notre voix

Déclaration de Kigali

Introduction

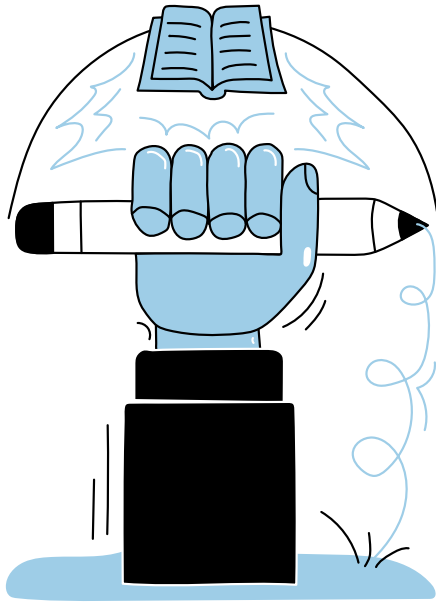
Nous – représentants de comités et d'associations d'enfants travailleurs de 16 pays à travers le monde – nous sommes réunis pour le Rassemblement Mondial des Enfants et des Jeunes Travailleurs à Kigali, au Rwanda, du 16 au 20 janvier 2023, avec le soutien de la campagne Dialogue Works. Nous avons profité de cette occasion unique pour faire connaissance, échanger et apprendre. En outre, nous avons développé et discuté de nos suggestions et plaidoyers pour l'élaboration de politiques et de pratiques du niveau local au niveau mondial.



1. Attaquez-vous à la pauvreté, fournissez des emplois dignes à nos parents et veillez à ce que nos besoins fondamentaux soient satisfaits

- La pauvreté et l'exploitation sont des causes réciproques et doivent donc être éradiquées de la société, afin que nos familles disposent de ressources suffisantes pour répondre aux besoins fondamentaux des enfants en matière de nourriture, de vêtements, de soins de santé, d'eau potable, d'assainissement et d'éducation dans les zones urbaines et rurales.
- La crise climatique, les migrations et les déplacements, les pandémies, les conflits, les atteintes à l'environnement et la corruption nous entraînent dans de nouvelles luttes auxquelles il faut faire face. Pendant les pandémies et autres situations d'urgence, les droits doivent être garantis pour une distribution équitable, y compris la protection sociale des adultes et des enfants, et toutes les familles doivent avoir accès à des services de santé de qualité, à des vaccins et à un environnement sain.
- Les parents et les personnes qui s'occupent des enfants doivent avoir la possibilité de trouver un travail décent et stable et de bénéficier d'une formation professionnelle dans tous les contextes, qu'ils soient ruraux, isolés, dans des camps ou en milieu urbain.
- Les gouvernements doivent garantir les droits, fournir des logements dignes et des droits fonciers aux familles. En outre, nous avons besoin de plus d'espaces de jeu, de loisirs et de détente pour le développement des enfants.





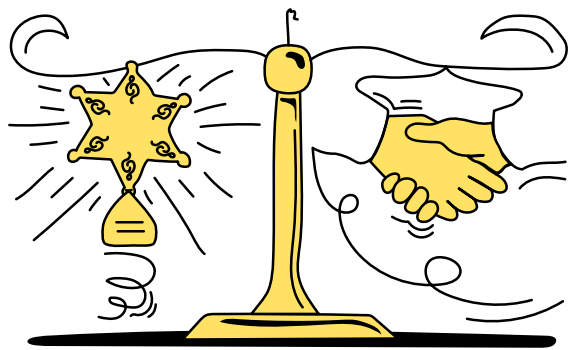
2. Prenez notre éducation au sérieux et fournissez une éducation et une formation de qualité

- Nous voulons que notre droit à l'éducation soit respecté, y compris pendant les pandémies et autres situations d'urgence. Cela implique une éducation de qualité en tant que droit, qui soit gratuite, conviviale, adaptée à nos besoins, accessible, non violente et non discriminatoire, ainsi qu'une formation professionnelle, y compris l'éducation digitale. L'éducation doit être ouverte à tous, y compris aux enfants handicapés qui travaillent, aux enfants parlant des langues traditionnelles et à ceux qui n'ont pas accès à l'internet.
- Nous voulons renforcer l'éducation formelle, sociale et communautaire sur la justice climatique et le respect de la terre-mère pour toutes les générations.
- Nous voulons une éducation informelle dans nos familles et nos communautés sur les droits et l'exploitation des enfants.
- Nous voulons que les gouvernements et les États redoublent d'efforts pour réinscrire les enfants non scolarisés et pour mettre fin aux facteurs qui empêchent les enfants d'aller à l'école, comme la discrimination et la violence, ainsi que les frais de scolarité. Nous ne voulons pas manquer l'école ou l'abandonner à cause de notre travail ou pour toute autre raison. En continuant à étudier grâce à nos revenus, nous pouvons couvrir une partie des frais de scolarité et ainsi poursuivre notre éducation, tout en acquérant des compétences grâce à notre travail.

3. Protégez-nous de l'exploitation au travail, des conditions difficiles et des risques, et permettez aux enfants de faire un travail convenable et digne

- Nous voulons tous que notre droit à être protégés contre l'exploitation soit respecté. Nous ne voulons pas faire un travail trop lourd, sous-payé, nuisible, dans des conditions difficiles ou risquées, ou lié à la traite des êtres humains et à la servitude pour dettes, qui est un crime. Les garçons sont plus exposés aux travaux pénibles et les filles aux travaux ménagers non rémunérés pendant de longues heures, ce qui les éloignent d'un travail convenable et digne.
- Cependant, nous ne voulons pas mettre fin à toutes les formes de travail des enfants. Nous voulons faire un travail adapté à notre âge et à notre capacité à soutenir nos familles, à acquérir des compétences, à gagner de l'argent, à répondre à nos besoins fondamentaux et à respecter nos cultures traditionnelles. Ce travail doit être sûr, rémunéré équitablement et laisser suffisamment de temps pour étudier, se reposer et jouer.
- Beaucoup d'entre nous sont fiers de contribuer à la vie de leur famille et veulent que leur travail soit apprécié à sa juste valeur. Notre travail nous permet de vivre dignement, de subvenir aux besoins de nos familles et de poursuivre notre éducation, car il s'agit également d'une pratique culturelle, et pas seulement d'un effet de la pauvreté et de l'exploitation.
- Les lois existantes sur la protection contre le travail et l'exploitation des enfants doivent être appliquées de manière adéquate et contrôlées partout. En outre, les politiques devraient favoriser un travail sûr, des possibilités d'éducation pour gagner sa vie et apprendre, ainsi qu'une formation inclusive basée sur les compétences. Les conditions de travail doivent être améliorées, y compris pour les enfants handicapés qui travaillent.





4. Écoutez-nous, comprenez-nous et mettez en œuvre des lois qui respectent nos droits

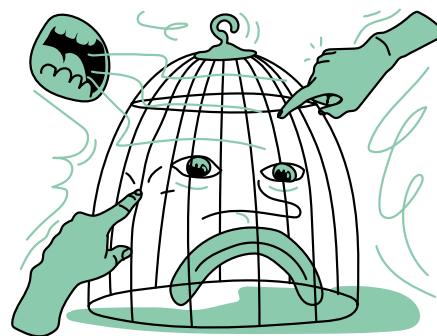
- Nous avons le droit d'être entendus et avons besoin d'être vus, entendus et impliqués dans toutes les questions qui affectent notre vie. Nous voulons participer aux décisions à tous les niveaux et être pris au sérieux par les parents, les soignants, les enseignants, les employeurs, la police, les praticiens, les chefs religieux, traditionnels et communautaires et les décideurs politiques – y compris les autorités gouvernementales et d'autres agences nationales et internationales, telles que l'UNICEF, l'OIT ou les organismes régionaux.
- Écouter ne suffit pas ; nous voulons que les adultes agissent en fonction de ce que nous disons.
- Les comités, associations, réseaux et mouvements des enfants travailleurs doivent être soutenus. Nous voulons être informés des politiques et des lois qui nous concernent. En outre, nous voulons jouer un rôle dans l'élaboration et le suivi des lois, des politiques et des programmes afin d'en améliorer la mise en œuvre et de les adapter à nos réalités, à nos situations, à nos besoins et à nos aspirations.
- Les adultes devraient nous considérer comme des citoyens et des acteurs sociaux importants dans la protection de notre planète et de ses habitants.

Remarques finales

Nous appelons toutes les parties prenantes, du niveau local au niveau mondial, dont les décisions influencent nos vies, à prendre en compte ces points de vue et ces demandes et à collaborer avec nous à leur mise en œuvre. La prévention de l'exploitation économique des enfants et la promotion des droits de l'enfant exigent, à la base, la reconnaissance d'une relation profondément entremêlée entre les droits de l'enfant et la protection et le développement de l'environnement.

5. Prévenez et protégez les enfants qui travaillent contre la violence et la discrimination

- Nous voulons que notre droit à la protection contre toutes les formes de violence et de discrimination soit respecté et que nous soyons traités équitablement en toute occasion.
- Nous subissons différentes formes de violence (physique, émotionnelle et sexuelle) et d'intimidation à la maison, à l'école, dans la rue et sur le lieu de travail. Tous les enfants qui travaillent sont exposés au risque de harcèlement sexuel et physique et, dans de nombreuses régions, les enfants ayant des capacités différentes et les filles sont exposés à des risques plus importants en raison du manque de protection et d'attention de la part des pouvoirs publics.
- Nous subissons également des violences et des discriminations de la part de la police et d'autres adultes censés nous protéger. La police devrait respecter et protéger nos droits. Nous avons besoin de systèmes de justice juvénile adaptés aux enfants, y compris aux enfants handicapés.
- Pendant la pandémie de COVID-19, les parents ont connu des niveaux de stress plus élevés qui ont augmenté les risques de violence domestique à la maison. Les gouvernements devraient donc fournir des services de soutien psychosocial aux enfants et aux personnes qui s'occupent d'eux.



Plus d'informations en ligne : www.dialogue-works.com